

Pour la sanctuarisation des terres agricoles : disons stop au béton !



Le contexte

Le chiffre est désormais connu : l'équivalent d'un département français disparaît tous les 8 ans sous les coups des pelleteuses et bétonneuses. Cette urbanisation galopante ne peut pas être uniquement imputée à l'augmentation de la population. Et pour cause, depuis les années 1980, l'urbanisation augmente trois fois plus vite que la population, faisant de la France un des pays européens qui bétonne le plus frénétiquement son territoire. L'Île-de-France fait ainsi office de mauvais élève en urbanisant 590 hectares par an. Une région dans laquelle sommeillent pourtant 4 200 hectares de friches. Le dernier rapport de Terre de liens montre que cette dynamique se poursuit dangereusement.

Malgré les engagements politiques nombreux, l'urbanisation s'étend partout et accroît la vulnérabilité des territoires : fragmentation des paysages, destruction des écosystèmes et de leurs services associés, destruction des emplois agricoles, vulnérabilité accrue aux catastrophes naturelles (inondations, canicules/sécheresses, pollutions, etc.). La dépendance alimentaire française a doublé en 20 ans pendant que les terres agricoles subissent les $\frac{2}{3}$ de l'urbanisation : continuer à urbaniser ces terres, c'est éloigner toujours plus la perspective de notre sécurité alimentaire et fragiliser toujours plus une profession aux abois. Notre résistance aux effets du changement climatique et aux crises géopolitiques passe par la sanctuarisation immédiate de cette précieuse ressource.

Bétonnés par les aménageurs qui y voient uniquement une ressource foncière à valoriser, les sols sont pourtant le socle de la vie : ils abritent en leur sein un quart des espèces vivantes sur notre planète et permettent le développement de toutes les espèces faunistiques et floristiques terrestres. Ils sont également essentiels aux cycles biogéochimiques : 3ème puits de carbone au niveau mondial, ils jouent un rôle majeur dans la régulation du climat, l'amélioration de la qualité de l'eau et de l'air ainsi que la réduction des pollutions. Enfin, ils ont un rôle prépondérant pour faire face aux catastrophes naturelles : alors qu'1m³ de sol poreux peut contenir entre 100 et 300 litres d'eau, l'imperméabilisation les prive de leur capacité de rétention, démultipliant le risque et les conséquences des inondations. Le rapport du GIEC nous rappelle que la planification urbaine est un outil majeur pour la mise en place d'un développement résilient, au lieu de la bétonisation déraisonnée qui a cours sur notre territoire.

Préserver les terres naturelles et agricoles au sein de systèmes agroécologiques, c'est permettre à la biodiversité de s'épanouir, réduire les risques environnementaux et générer des bénéfices pour la santé physique et mentale.

Ces espaces nourrissent notre culture et font partie de notre patrimoine commun.

Si la loi climat et résilience a entériné l'objectif du zéro artificialisation nette en 2050, cet horizon déjà trop lointain est pourtant menacé par la mobilisation des lobbys du secteur de la construction. Ceux-ci demandent la dérogation permanente à l'encadrement de l'urbanisation, à l'occasion de la publication imminente des décrets d'application.

La campagne

Une campagne virtuelle de sensibilisation contre l'urbanisation des terres agricoles, naturelles et forestières...

France Nature Environnement Île-de-France invite les internautes à poster des photos avant/après urbanisation sur leurs réseaux sociaux. La campagne sera dans un premier temps axée sur les terres agricoles, celles-ci étant les premières menacées par l'urbanisation, mais nous publierons et relayerons également des couples de photos relatifs à des paysages forestiers, naturels, ou de nature en ville. De la même manière, nous prévoyons plusieurs photos de renaturation, afin de montrer que la destruction des espaces naturels, agricoles et forestiers n'est pas une fatalité.

Outre la préservation des terres agricoles en elle-même, nous prévoyons un discours axé sur la biodiversité, et en particulier celle des sols, avec pour visée la zéro perte nette de biodiversité. La campagne virtuelle sera rythmée par la publication de paroles d'experts (par exemple : l'Association française pour l'étude des sols - à confirmer), de posts du type "10 idées reçues sur..." et de quizz interactifs. Nos éléments de langage comprendront également des éléments sur le cycle de l'eau, la réduction des risques naturels, l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, les solutions fondées sur la nature et la résilience alimentaire.

Nous sommes convaincus que cette campagne a un fort potentiel de mobilisation et de sensibilisation, grâce à son positionnement à la croisée de nombreux enjeux : la biodiversité, production alimentaire, la réduction des risques, mais aussi le paysage, le patrimoine, l'attachement au territoire, les loisirs et le lien social permis par les lieux de nature, etc. Il s'agira, en somme, de montrer que protéger la nature, c'est protéger la qualité et le cadre de vie de tous. En ce sens, nous devons nous mobiliser pour préserver ces terres. C'est pourquoi la campagne sera accompagnée d'une pétition demandant la sanctuarisation des terres agricoles. Cette campagne est également l'occasion de montrer qu'il est possible de renaturer, d'entrevoir un futur possible. C'est aussi un bon point de départ pour nous réinventer et repenser l'occupation de notre territoire, sa composition et sa configuration.

Le projet porté aura avant tout une dimension régionale en Ile-de-France, mais pourra avoir une dimension nationale grâce à des relais associatifs et médiatiques en région.



Les meilleures photos seront récompensées par un séjour dans un établissement étoilé d'un Parc Naturel Régional de la région (lieu dévoilé au lancement !).

Une pétition pour demander la sanctuarisation des terres agricoles

Le texte de la pétition reprend le texte "Le contexte" ci-dessus.

[Signez la pétition ici](#)

... puis une sensibilisation au plus près des territoires

La campagne virtuelle serait poursuivie par plusieurs expositions, une par département francilien. Chaque exposition présentera un "tronc commun" des plus beaux couples de photos, ainsi que de nombreuses photos issues de chaque département.

Afin que ce projet dure dans le temps et puisse s'exporter au-delà des lieux d'exposition et de l'espace virtuel, nous publierons un jeu « Memory » reprenant les plus belles photos avant / après avec des informations sur la biodiversité. Pour la mise au point de ces informations, nous prévoyons de faire appel à des partenaires tels que l'Agence régionale de biodiversité, le MNHN ou l'OFB.

Le calendrier

- 26 avril à 17h : Événement de lancement à l'Académie du Climat, place Baudoyer, 75004 Paris
Présentation de la campagne avec les partenaires et la presse, en présence d'une personnalité surprise
- 26 avril-9 juin : Publications de photos avant après par FNE IDF, ses partenaires, et les internautes
(calendrier des publications à venir début avril)
- 9 juin : Événement de clôture
Présentation des plus belles photos lors de l'accueil du Relais Jeunes avec les partenaires et la presse et du/de la gagnante du concours photo
- Août : Publication du memory
- Automne 2022 - fin 2023 : Expositions dans chaque département d'Île-de-France des plus belles photos

Les objectifs

- A court terme
 - Toucher un public le plus large possible
 - Pétition : 100 000 signatures
 - Législatives : 10 candidats qui s'engagent pour sanctuariser les terres agricoles
- A moyen terme
 - Poursuivre la sensibilisation grâce aux supports physiques :
 - > De manière temporaire avec les expositions
 - > De manière permanente avec la cartographie, le memory et le twister
 - Exposer dans chacun des départements pour mettre en valeur les meilleures photos et proposer un contenu ancré dans chaque territoire
- A long terme
 - Adoption de mesures législatives compatibles avec les recommandations de Terre de liens.
 - Adoption de mesures pertinentes dans le cadre de la révision du SDRIF
 - S'appuyer sur le succès de la campagne dans la région pour essaimer sur le territoire national

L'organisation de la campagne

- Les référents pour l'organisation de la campagne sont Margot Holvoet (margot.holvoet@fne-idf.fr) et Antoine Le Manchec (antoine.lemanhec@fne-idf.fr)

- La communication sera assurée par Marine Magniez (communication@fne-idf.fr), avec les conseils de Greenvoice et d'Alternatiba Paris. La diffusion de la campagne s'appuiera par le relai d'un important réseau de partenaires (ci-dessous).
- Nous bénéficions de l'accompagnement de Greenlex et de la Junior Consulting de Sciences Politiques Paris.
- Les expositions seront réalisées grâce aux services d'un commissaire d'exposition, de manière à ce que chaque exposition soit adaptée à chaque département.
- Les impressions de la carte des terres agricoles menacée, la réalisation du memory et du twister seront réalisées avec l'aide de prestataires privés (graphiste + imprimeur).

Les partenaires

Nous mobilisons toutes les associations locales membres de notre réseau en Ile-de-France, mais aussi les fédérations FNE dans les autres régions, et de nombreuses associations nationales (Terre de liens, Notre affaire à tous, Le Relais Jeunes, Collectif pour une transition citoyenne, etc.).

Par ailleurs, nous avons à cœur de toucher un public le plus large possible, hors de nos cercles de diffusion habituels. Nous avons ainsi pris contact avec de nombreuses structures extérieures au milieu associatif : des musées locaux, fondations, des fédérations de pêche, des associations de patrimoine, etc.

Comment participer ?

Option 1 : Relayer la campagne sur les réseaux sociaux (partages de posts, partage dans vos newsletters...)

Option 2 : Participer au challenge, en publiant sur les réseaux vos photos avant / après

Option 3 : Inviter votre réseau à participer au challenge (groupes locaux, antennes, partenaires...)

Option 4 : Contribuer à l'organisation des expositions, du memory (expertise, mise à disposition de lieux, etc.), ou de nos éléments de langage pour la campagne ("parole d'experts"...)